

TEXTES RÉGLEMENTAIRES "AMIANTE"

Ordonnance n° 45-1724 du 2 août 1945 relative aux réparations dues aux victimes de la silicose considérée comme maladie professionnelle - J.O. du 3 août 1945.

Décret 1082 du 31 août 1950 Asbestose professionnelle - J.O. du 2 septembre 1950.

Décret n° 51-1215 du 3 octobre 1951 révisant... les tableaux des maladies professionnelles annexés au n° 46-2959 du 31 décembre 1946 modifié... N° 46-246 du 30 octobre 1946 sur la prévention... - J.O. du 21 octobre 1951.

Décret n° 76-34 du 5 janvier 1976 révisant et complétant les tableaux de maladies professionnelles annexés au décret n° 46-2959 du 31 décembre 1946 pris pour l'application du livre IV du code de la sécurité sociale relatif à la prévention... à la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles - J.O. du 15 janvier 1976.

Installations soumises à déclaration (Loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 et décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977). N° 47 ter Amiante (Utilisation de l') pour la fabrication de filtres, textiles, produits moulés, isolants, feuilles et joints d'amiante élastomère, etc.

Arrêté du 29 juin 1977 relatif à l'interdiction du flocage de revêtements à base d'amiante dans les locaux d'habitation - J.O. du 1er juillet 1977.

Décret n° 77-949 du 17 Août 1977 relatif aux mesures particulières d'hygiène applicables dans les établissements où le personnel est exposé à l'action des poussières d'amiante - J.O. du 20 août 1977.

Décret n° 77-974 du 19 Août 1977 relatif aux informations à fournir au sujet des déchets générateurs de nuisance - J.O. du 28 août 1977.

Arrêté du 25 août 1977 relatif au contrôle de l'empoussièremement dans les établissements où le personnel est exposé à l'action des poussières d'amiante - J.O. du 18 septembre 1977.

Arrêté du 17 octobre 1977 relatif au transport de l'amiante - J.O. du 1^{er} novembre 1977.

Annexe à l'arrêté du 17 octobre 1977. Consigne de sécurité pour le transport de l'amiante - J.O. du 1^{er} novembre 1977.

Décret n° 78-394 du 20 mars 1978 relatif à l'emploi des fibres d'amiante pour le flocage des bâtiments - J.O. du 23 mars 1978, p. 1279.

Arrêté du 23 octobre 1978 modifiant un précédent arrêté relatif au contrôle de l'empoussièremement dans les établissements où le personnel est exposé à l'action des poussières d'amiante - J.O. - NC du 11 novembre 1978.

Arrêté du 24 octobre 1978 portant agrément d'organismes pour les prélèvements et comptages des poussières d'amiante - J.O. - NC du 11 novembre 1978.

Instructions techniques du 8 mars 1979 que doivent respecter les médecins du travail assurant la surveillance médicale des salariés exposés à l'inhalation de poussières d'amiante - J.O. du 21 mars 1979.

Arrêté du 21 novembre 1979 portant agrément d'organismes pour les prélèvements et comptages d'amiante - J.O. - NC du 6 décembre 1979.

Arrêté du 4 janvier 1982 portant agrément d'organismes pour les prélèvements et comptages d'amiante - J.O. - NC du 13 janvier 1982.

Arrêté du 3 février 1983 portant agrément d'organismes pour les prélèvements et comptages d'amiante - J.O. - NC du 2 mars 1983.

Arrêté du 10 mai 1983 portant agrément d'un organisme pour les prélèvements de poussières d'amiante - J.O. - NC du 20 mai 1983.

Directive 83/477/CEE du Conseil du 19 septembre 1983 concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à une exposition à l'amiante pendant le travail (deuxième directive particulière au sens de l'article 8 de la directive 80/1107/CEE) - J.O.C.E. du 24 septembre 1983.

Directive 83/478/CEE du Conseil du 19 septembre 1983 portant cinquième modification (amiante) de la directive 76/769/CEE (jointe) concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à la limitation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses. (83/478/CEE) - J.O.C.E. du 24 septembre 1983.

Arrêté du 25 janvier 1984 portant agrément d'organismes pour les prélèvements et comptages des poussières d'amiante - J.O. du 7 février 1984.

Convention et recommandation - Convention 162 du BIT concernant la sécurité dans l'utilisation de l'amiante - Bulletin Officiel Vol L XIX, 1984 série A, n° 2.

Arrêté du 27 décembre 1984 prorogeant la validité de l'agrément de personnes et d'organismes en vue d'effectuer des contrôles techniques. J.O. des 7 et 8 janvier 1985.

Décret n° 85-630 du 19 juin 1985 révisant et complétant les tableaux de maladies professionnelles annexés au décret n° 46-2959 du 31 décembre 1946 pris pour l'application du livre IV du code de la sécurité sociale relatif à la prévention et à la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles - J.O. du 23 juin 1985.

Arrêté du 5 juillet 1985 portant agrément d'organismes pour les prélèvements et comptages des poussières d'amiante. - J.O. - NC du 6 août 1985.

Directive 85/610/CEE du Conseil du 20 décembre 1985 portant septième modification (amiante) de la directive 76/769/CEE concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à la limitation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses.(85/610/CEE) - J.O.C.E. du 31 décembre 1985.

Arrêté du 15 janvier 1986 portant agrément d'organismes pour les prélèvements et comptages des poussières d'amiante - J.O. du 31 janvier 1986.

Arrêté du 20 janvier 1987 portant agrément d'organismes pour les prélèvements et comptages des poussières d'amiante - J.O. du 4 février 1987.

Décret n° 87-232 du 27 mars 1987 modifiant le décret n° 77-949 du 17 août 1977 relatif aux mesures particulières d'hygiène applicables dans les établissements où le personnel est exposé à l'action des poussières d'amiante - J.O. du 3 avril 1987.

Arrêté du 4 janvier 1988 portant agrément d'organismes pour les prélèvements et comptages des poussières d'amiante - J.O. du 9 janvier 1988.

Décret n° 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante - J.O. du 30 avril 1988.

Circulaire DRT 88/15 du 8 août 1988 relative à l'application du décret n° 87-232 du 27 mars 1987 modifiant le décret n° 77-949 du 17 août 1977 (Bulletin officiel du ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, fascicule n° 88/18) - Non parue au J.O.

Arrêté du 21 décembre 1988 portant agrément d'organismes habilités à procéder au contrôle de la concentration des poussières d'amiante dans l'atmosphère des lieux de travail - J.O. du 12 janvier 1989.

Arrêté du 28 décembre 1989 portant agrément d'organismes habilités à procéder au contrôle de la concentration des poussières d'amiante dans l'atmosphère des lieux de travail - J.O. du 31 décembre 1989.

Arrêté du 31 Août 1989 relatif aux industries fabriquant des produits à base d'amiante - J.O. du 2 février 1990.

R 347 Travaux de démolition de bâtiments Mesures de prévention des accidents - III Risques dus à la présence de matériaux contenant de l'amiante. Recommandations aux entreprises relevant du Comité technique national des industries du Bâtiment-Travaux publics, adoptées le 27 juin 1990.

Arrêté du 8 janvier 1991 portant agrément d'organismes habilités à procéder au contrôle de la concentration des poussières d'amiante dans l'atmosphère des lieux de travail - J.O. du 19 janvier 1991.

Directive 91/325/CEE de la Commission du 1^{er} mars 1991 portant 12^{ème} adaptation au progrès technique de la Directive 67/548/CEE du Conseil concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses – J.O.C.E du 8 juillet 1991.

Directive 91/382/CEE du Conseil du 25 juin 1991 modifiant la directive 83/477/CEE concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à une exposition à l'amiante pendant le travail (deuxième directive particulière au sens de l'article 8 de la directive 80/1107/CEE) - J.O.C.E. du 29 juillet 1991.

Directive 91/659/CEE de la Commission du 3 décembre 1991 portant adaptation au progrès technique de l'annexe I de la directive 76/769/CEE du Conseil concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à la limitation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses (amiante) (91/659/CEE) - J.O.C.E. du 31 décembre 1991.

Décret n° 92-634 du 6 juillet 1992 modifiant le décret n° 77-949 du 17 août 1977 modifié relatif aux mesures particulières d'hygiène applicables dans les établissements où le personnel est exposé à l'action des poussières d'amiante - J.O. du 10 juillet 1992.

Arrêté du 4 janvier 1993 portant agrément d'organismes habilités à procéder au contrôle de la concentration des poussières d'amiante dans l'atmosphère des lieux de travail - J.O. du 31 janvier 1993.

Lettre-circulaire du 27 janvier 1993 relative au plan de démolition ou de retrait d'amiante prévu à l'article 4 bis du décret n° 77-949 du 17 août 1977 relatif aux mesures particulières d'hygiène applicables dans les établissements où le personnel est exposé à l'action des poussières d'amiante modifié par le décret n° 92-634 du 6 juillet 1982 - Non parue au J.O.

Arrêté du 8 mars 1993 modifiant et complétant l'arrêté du 25 août 1977 modifié relatif au contrôle de l'empoussièrement dans les établissements où le personnel est exposé à l'action des poussières d'amiante - J.O. du 18 mars 1993.

Arrêté du 14 janvier 1994 portant agrément d'organismes habilités à procéder au contrôle de la concentration des poussières d'amiante dans l'atmosphère des lieux de travail - J.O. du 22 janvier 1994.

Décret n° 94-645 du 26 juillet 1994 modifiant le décret n° 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante - J.O. du 28 juillet 1994.

Avis du CSHPF du 15 septembre 1994 relatif aux locaux floqués à l'amiante - Non paru au J.O.

Circulaire DGS/VS 3 n° 94-70 du 15 septembre 1994 relative aux procédures et règles de travail à mettre en oeuvre pour procéder au déflocage, au retrait et à l'élimination de l'amiante ou de matériaux friables contenant de l'amiante dans des bâtiments, sur des structures ou des installations - Non parue au J.O.

Arrêté du 23 décembre 1994 portant agrément d'organismes habilités à procéder au contrôle de la concentration des poussières d'amiante dans l'atmosphère des lieux de travail - J.O. du 30 décembre 1994.

Arrêté du 31 janvier 1995 portant mise en application obligatoire de la norme NF G 28-002 (août 1993) - J.O. du 9 février 1995.

R 371 Recommandations relatives aux travaux ou interventions sur flocage d'amiante ou matériaux contenant de l'amiante, adoptées le 21 mars 1995.

Circulaire DGS/VS 3/DHC/TE 1 n° 69 du 31 juillet 1995 relative à la prévention des risques liés aux flocages à l'amiante - Non parue au J.O..

Arrêté du 26 janvier 1996 portant agrément d'organismes habilités à procéder au contrôle de la concentration des poussières d'amiante dans l'atmosphère des lieux de travail - J.O. du 7 février 1996.

Décret n° 96-97 du 7 février 1996 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis - J.O. du 3 février 1996.

Décret n° 96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante - J.O. du 3 février 1996.

Arrêté du 7 février 1996 relatif aux conditions d'agrément d'organismes habilités à procéder aux contrôles de la concentration en poussières d'amiante dans l'atmosphère des immeubles bâtis - J.O. du 3 février 1996.

Arrêté du 7 février 1996 relatif aux modalités d'évaluation de l'état de conservation des flocages et des calorifugeages contenant de l'amiante et aux mesures d'empoussièrément dans les immeubles bâtis - J.O. du 3 février 1996.

Arrêté du 4 avril 1996 modifiant l'arrêté du 8 octobre 1990 fixant la liste des travaux pour lesquels il ne peut être fait appel aux salariés sous contrat de travail à durée déterminée ou aux salariés des entreprises de travail temporaire - J.O. du 18 avril 1996.

Circulaire DGS/VS 3/DRT/CT 4/DHC/TE 1/DPPR/BGTD n° 290 du 26 avril 1996 relative à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis - Non parue au J.O.

Arrêté du 14 mai 1996 relatif au contrôle de l'empoussièrément dans les établissements dont les travailleurs sont exposés à l'inhalation de poussières d'amiante - J.O. du 23 mai 1996.

Arrêté du 14 mai 1996 relatif aux règles techniques que doivent respecter les entreprises effectuant des activités de confinement et de retrait de l'amiante - J.O. du 23 mai 1996.

Arrêté du 15 mai 1996 modifiant des arrêtés portant agrément d'organismes pour le contrôle de la concentration en poussière d'amiante - J.O. du 23 mai 1996.

Décret n° 96-445 du 22 mai 1996 modifiant et complétant les tableaux de maladies professionnelles (n° 30 et 30 bis) - J.O. du 25 mai 1996.

Décret n° 96-446 du 22 mai 1996 relatif aux maladies professionnelles et modifiant le code de la sécurité sociale - J.O. du 25 mai 1996.

Arrêté du 28 mai 1996 portant agrément d'organismes habilités à procéder aux contrôles de la concentration en poussières d'amiante dans l'atmosphère des immeubles bâtis - J.O. du 5 juin 1996.

Lettre-circulaire DH/SI 3/96/1426 du 4 juin 1996 relative au recensement de la présence d'amiante dans les établissements publics ou privés de santé et les établissements sociaux et médico-sociaux - Non parue au J.O.

Arrêté du 12 juillet 1996 relatif à la création d'une commission interministérielle pour la prévention et la protection contre les risques liés à l'amiante - J.O. du 14 juillet 1996.

Circulaire n° 96-60 du 19 juillet 1996 relative à l'élimination des déchets générés lors des travaux relatifs aux flocages et aux calorifugeages contenant de l'amiante dans le bâtiment - Non parue au J.O.

Décret n° 96-668 du 26 juillet 1996 modifiant le décret n° 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante, modifié par le décret n° 94-645 du 26 juillet 1994 - J.O. du 27 juillet 1996.

Arrêté du 20 août 1996 relatif au contrôle de la qualité auquel doivent satisfaire les organismes sollicitant l'agrément pour le contrôle de certains risques chimiques prévu à l'article R 231-55 du code du travail - J.O. du 10 septembre 1996.

Circulaire HC/TE 11 n° 96-71 du 18 septembre 1996 relative à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis - Non parue au J.O.

Arrêté du 6 décembre 1996 portant application de l'article 16 du décret n° 96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante fixant le modèle de l'attestation d'exposition à remplir par l'employeur et le médecin du travail - J.O. du 1er janvier 1997.

Arrêté du 13 décembre 1996 portant application des articles 13 et 32 du décret n° 96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante déterminant les recommandations et fixant les instructions techniques que doivent respecter les médecins du travail assurant la surveillance médicale des salariés concernés - J.O. du 1er janvier 1997.

Arrêté du 23 décembre 1996 portant agrément d'organismes habilités à procéder aux contrôles de la concentration en poussières d'amiante dans l'atmosphère des immeubles bâtis - J.O. du 19 janvier 1997.

Décret n° 96-1132 du 24 décembre 1996 modifiant le décret n° 96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante - J.O. du 26 décembre 1996.

Décret n° 96-1133 du 24 décembre 1996 relatif à l'interdiction de l'amiante, pris en application du code du travail et du code de la consommation -. J.O. du 26 décembre 1996.

Arrêté du 24 décembre 1996 relatif au formulaire de déclaration en vue d'exceptions à l'interdiction de l'amiante - J.O. du 26 décembre 1996.

Arrêté du 24 décembre 1996 relatif aux exceptions à l'interdiction de l'amiante - J.O. du 26 décembre 1996.

Circulaire du 9 janvier 1997 relative à l'élimination des déchets d'amiante-ciment - Non parue au J.O.

Arrêté du 20 février 1997 portant agrément d'organismes habilités à procéder aux contrôles de la concentration en poussières d'amiante dans l'atmosphère des lieux de travail - J.O. du 13 mars 1997.

Note-circulaire du 12 mars 1997 relative aux conséquences de l'interdiction de l'amiante et à l'élimination des déchets - Non parue au J.O.

Circulaire du 12 mars 1997 modifiant les annexes des circulaires du 19 juillet 1996 et du 9 janvier 1997 relatives à l'élimination des déchets contenant de l'amiante - Non parue au J.O.

Arrêté du 19 mars 1997 modifiant l'arrêté du 23 décembre 1996 portant agrément d'organismes habilités à procéder aux contrôles de la concentration en poussières d'amiante dans l'atmosphère des immeubles bâtis - J.O. du 5 avril 1997.

Arrêté du 1er avril 1997 modifiant l'arrêté du 23 décembre 1996 portant agrément d'organismes habilités à procéder aux contrôles de la concentration en poussières d'amiante dans l'atmosphère des immeubles bâtis - J.O. du 13 avril 1997.

Arrêté du 14 mai 1997 modifiant l'arrêté du 14 mai 1996 relatif aux règles techniques que doivent respecter les entreprises effectuant des activités de confinement et de retrait d'amiante - J.O. du 23 mai 1997. Annulation par le Conseil d'Etat le 15 septembre 1997.

Instruction n° 97/10 du 4 juillet 1997 relative à la mise en œuvre de l'arrêté du 14 mai 1997 rendant obligatoire la qualification des entreprises pour le retrait et le confinement de l'amiante friable - Non parue au J.O.

Décret n° 97-855 du 12 septembre 1997 modifiant le décret n° 96-97 du 7 février 1996 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis (décret "faux-plafonds) - J.O. du 19 septembre 1997.

Avis du Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France du 14 octobre 1997 sur la toxicologie de l'amiante spécifique au tube digestif -. Non parue au J.O.

Instruction ANAH n° 97-03 du 25 novembre 1997 relative aux mesures concernant certains travaux spécifiques de salubrité et de sécurité dans l'habitat (travaux de désamiantage subventionnables par l'ANAH).

Arrêté du 28 novembre 1997 relatif aux compétences des organismes procédant à l'identification d'amiante dans les flocages, les calorifugeages et les faux plafonds - J.O. du 6 décembre 1997.

Arrêté du 23 décembre 1997 portant agrément d'organismes habilités à procéder aux contrôles de la concentration en poussières d'amiante dans l'atmosphère des immeubles bâtis - J.O. du 7 janvier 1998.

Décret n° 97-1219 du 26 décembre 1997 modifiant le décret n° 96-98 du 7 février 1997 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante - J.O. du 28 décembre 1997.

Arrêté du 26 décembre 1997 modifiant l'arrêté du 14 mai 1996 relatif aux règles techniques que doivent respecter les entreprises effectuant des activités de confinement et de retrait de l'amiante - J.O. du 28 décembre 1997.

Arrêté du 26 décembre 1997 portant homologation de référentiels servant de base à la délivrance du certificat de qualification des entreprises chargées du retrait et du confinement de l'amiante friable - J.O. du 28 décembre 1997.

Arrêté du 15 janvier 1998 modifiant l'arrêté du 7 février 1996 relatif aux modalités d'évaluation de l'état de conservation des flocages et des calorifugeages contenant de l'amiante et aux mesures d'empoussièrement dans les immeubles bâtis - J.O. du 24 janvier 1998.

Arrêté du 15 janvier 1998 relatif aux modalités d'évaluation de l'état de conservation des faux-plafonds contenant de l'amiante et aux mesures d'empoussièrement dans les immeubles bâtis - J.O. du 5 février 1998.

Arrêté du 28 janvier 1998 portant agrément d'organismes habilités à procéder aux contrôles de la concentration en poussières d'amiante dans l'atmosphère des lieux de travail - J.O. du 21 février 1998.

Arrêté du 29 janvier 1998 modifiant l'arrêté du 23 décembre 1997 portant agrément d'organismes habilités à procéder aux contrôles de la concentration en poussières d'amiante dans l'atmosphère des immeubles bâtis - J.O. du 26 février 1998.

Arrêté du 17 mars 1998 modifiant l'Arrêté du 24 décembre 1997 relatif aux exceptions à l'interdiction de l'amiante - J.O. du 1er avril 1998.

Conclusions du Conseil de l'Europe du 7 avril 1998 sur la protection des travailleurs contre les risques liés à une exposition à l'amiante - J.O.C.E. du 7 mai 1998.

Décret n° 98-332 du 29 avril 1998 relatif à la prévention des risques dus à l'amiante à bord des navires (Ministère de l'équipement, des transports et du logement) - J.O. du 6 mai 1998

Circulaire n° 98-60 du 22 mai 1998 relative aux aides financières relatives aux travaux de traitement des matériaux contenant de l'amiante dans l'habitation - Non parue au J.O.

R 381 Recommandations relatives au risque amiante dans les industries chimiques, adoptées le 10 juin 1998.

Décret n° 98-588 du 9 juillet 1998 (et ses quatre arrêtés d'application) complétant et modifiant le règlement général des industries extractives institué par le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié - J.O. du 11 juillet 1998.

Arrêté du 20 août 1998 relatif aux conditions auxquelles doivent satisfaire les organismes sollicitant un agrément pour procéder aux contrôles de la concentration en poussières d'amiante à bord des navires - J.O. du 2 septembre 1998.

Circulaire n° 98-589 du 25 septembre 1998 relative à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis - Non parue au J.O.

Circulaire n° 98-10 du 5 novembre 1998 concernant les modalités d'application des dispositions relatives à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'amiante - Non parue au J.O.

Arrêté du 23 octobre 1998 relatif aux modalités d'évaluation de l'état de conservation des flocages, calorifugeages et des faux plafonds contenant de l'amiante et aux mesures d'empoussièrement à bord des navires - J.O. du 21 novembre 1998.

Arrêté du 16 décembre 1998 relatif aux exceptions à l'interdiction de l'amiante - J.O. du 31 décembre 1998.

Arrêté du 21 décembre 1998 relatif aux conditions d'agrément des organismes habilités à procéder aux mesures de la concentration en poussières d'amiante des immeubles bâtis - J.O. du 26 décembre 1998.

Loi du 23 décembre 1998 de financement de la sécurité sociale pour 1999 - J.O. du 27 décembre 1998.

Arrêté du 1^{er} février 1999 portant agrément d'organismes habilités à procéder aux contrôles de la concentration en poussières d'amiante dans l'atmosphère des immeubles bâtis - J.O. du 9 février 1999.

Arrêté du 15 février 1999 modifiant l'arrêté du 1^{er} février 1999 portant agrément d'organismes habilités à procéder aux contrôles de la concentration en poussières d'amiante dans l'atmosphère des immeubles bâtis - J.O. du 19 février 1999.

Arrêté du 25 février 1999 modifiant l'arrêté du 1^{er} février 1999 portant agrément d'organismes habilités à procéder aux contrôles de la concentration en poussières d'amiante dans l'atmosphère des immeubles bâtis - J.O. du 9 mars 1999.

Décret du 29 mars 1999 relatif à l'allocation de cessation anticipée d'activité prévue à l'article 41 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1999 - J.O. du 31 mars 1999.

Arrêté du 29 mars 1999 fixant la liste des établissements ayant fabriqué des matériaux contenant de l'amiante susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité - J.O. du 31 mars 1999.

Arrêté du 29 mars 1999 fixant en application de l'article 41 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1999 la liste des maladies professionnelles liées à l'amiante susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité à l'âge de cinquante ans - J.O. du 31 mars 1999.

Arrêté du 30 mars 1999 modifiant l'arrêté du 1^{er} février 1999 portant agrément d'organismes habilités à procéder aux contrôles de la concentration en poussières d'amiante dans l'atmosphère des immeubles bâtis - J.O. du 10 avril 1999.

Circulaire DSS/4B/99 n°332 du 9 juin 1999 concernant la mise en œuvre du dispositif de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante - Non parue au J.O.

Arrêté du 30 juin 1999 portant agrément d'organismes habilités à procéder aux mesures de la concentration en poussières d'amiante des immeubles bâtis- J.O. du 14 juillet 1999.

Arrêté du 8 juillet 1999 portant nomination au conseil de surveillance du fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante - J.O. du 28 juillet 1999.

Arrêté du 21 juillet 1999 rectifiant l'arrêté du 29 mars 1999 fixant la liste des établissements ayant fabriqué des matériaux contenant de l'amiante susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité - J.O. du 27 juillet 1999.

Arrêté du 21 juillet 1999 modifiant l'arrêté du 29 mars 1999 fixant la liste des établissements ayant fabriqué des matériaux contenant de l'amiante susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité - J.O. du 27 juillet 1999.

Directive 1999/77/CE de la Commission du 26 juillet 1999 portant sixième adaptation au progrès technique (amiante) de l'annexe I de la directive 76/769/CEE du Conseil concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à la limitation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses (Interdiction de l'amiante) - J.O.C.E. du 6 août 1999.

Circulaire DRP/GE-LA n° 184/99 du 17 août 1999 de la CNAMTS concernant la reconnaissance du caractère professionnel des mésothéliomes.

Recommandations du CTN des Industries du Caoutchouc, Papier, Carton du 3 novembre 1999.

Arrêté du 8 décembre 1999 modifiant l'arrêté du 30 juin 1999 portant agrément d'organismes habilités à procéder aux mesures de la concentration en poussières d'amiante des immeubles bâtis - J.O. du 17 décembre 1999.

Décret 99-1129 du 28 décembre 1999 pris en application de l'article 40 de la loi du 23 décembre 1998 de financement de la sécurité sociale pour 1999 - J.O. du 29 décembre 1999.

Arrêté du 30 décembre 1999 portant agrément d'organismes habilités à procéder aux mesures de la concentration en poussières d'amiante des immeubles bâtis - J.O. du 31 décembre 1999.

Arrêté du 18 janvier 2000 portant agrément d'organismes habilités à procéder aux contrôles de la concentration en poussières d'amiante dans l'atmosphère des lieux de travail - J.O. du 28 janvier 2000.

Circulaire du 2 février 2000 du ministère de l'agriculture et de la pêche concernant la procédure applicable en cas de sinistre ayant détruit un bâtiment d'élevage dont la couverture et certaines cloisons intérieures sont en amiante-ciment - Non parue au J.O.

Arrêté du 23 février 2000 modifiant l'arrêté du 30 décembre 1999 portant agrément d'organismes habilités à procéder aux contrôles de la concentration en poussières d'amiante dans l'atmosphère des immeubles bâtis - J.O. du 8 mars 2000.

Décret 2000-343 du 14 avril 2000 révisant et complétant les tableaux des maladies professionnelles annexés au livre IV du Code de la Sécurité Sociale (tableau 30) - J.O. du 21 avril 2000.

Décret n° 2000-343 du 14 avril 2000 révisant et complétant les tableaux des maladies professionnelles annexées au livre IV du code de la sécurité sociale (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat) (extrait d'une décision d'annulation du Conseil d'Etat) - J.O. du 7 juillet 2000.

Décret n° 2000-564 du 16 juin 2000 relatif à la protection des marins contre les risques liés à l'inhalation des poussières d'amiante (Ministère de l'équipement, des transports et du logement) - J.O. du 24 juin 2000

Circulaire CNAMTS DRP n° 21/2000 du 22 juin 2000 relative à l'application de l'article 40 de la loi n° 98-1194 de financement du 23/12/98 modifiée par l'article 35 de la loi n° 99-1140 de financement du 29/12/99 - Non parue au J.O.

Arrêté du 3 juillet 2000 modifiant la liste des établissements susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante - J.O. du 16 juillet 2000.

Décret n° 2000-638 du 7 juillet 2000 modifiant le décret 99-247 du 29 mars 1999 relatif à l'allocation de cessation anticipée d'activité prévue à l'article 41 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1999.) - J.O. du 9 juillet 2000.

Arrêté du 7 juillet 2000 fixant la liste des ports susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante en faveur des ouvriers dockers professionnels - J.O. du 22 juillet 2000.

Arrêté du 7 juillet 2000 fixant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité - J.O. du 22 juillet 2000.

Arrêté du 12 juillet 2000 relatif aux exceptions à l'interdiction de l'amiante - J.O. du 20 juillet 2000.

Arrêté du 20 septembre 2000 modifiant l'arrêté du 30 décembre 1999 modifié portant agrément d'organismes habilités à procéder aux mesures de la concentration en poussières d'amiante des immeubles bâtis - J.O. du 28 septembre 2000.

Arrêté du 12 octobre 2000 modifiant la liste des ports susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante en faveur des dockers professionnels - J.O. du 18 octobre 2000.

Arrêté du 12 octobre 2000 modifiant la liste des établissements susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante - J.O. du 19 octobre 2000.

Circulaire DPPR/SDPD n° 002484 du 10 novembre 2000 du ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement concernant l'élimination des dalles en béton revêtues de colle bitumeuses amiantées - Non parue au J.O.

Circulaire n° 2000-218 du 28 novembre 2000 du ministère de l'éducation nationale et de la recherche concernant la protection des agents contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante - Non parue au J.O.

Circulaire DSS/2C n° 200-607 du 14 décembre 2000 concernant le dispositif de cessation anticipée des travailleurs de l'amiante - Non parue au J.O.

Arrêté du 3 janvier 2001 fixant les modèles de formulaires relatifs aux demandes d'allocation des travailleurs de l'amiante - J.O. du 31 mars 2001.

Arrêté du 24 janvier 2001 portant agrément d'organismes habilités à procéder aux contrôles de la concentration des poussières d'amiante dans l'atmosphère des lieux de travail- J.O. du 3 février 2001.

Arrêté du 19 mars 2001 modifiant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante - J.O. du 31 mars 2001.

Arrêté du 19 mars 2001 modifiant la liste des établissements susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante - J.O. du 31 mars 2001.

Arrêté du 1^{er} août 2001 modifiant la liste des établissements susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante - J.O. du 4 septembre 2001.

Arrêté du 1^{er} août 2001 modifiant la liste des ports susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante en faveur des dockers professionnels - J.O. du 5 septembre 2001.

Décret n° 2001-840 du 13 septembre 2001 modifiant le décret n° 96-97 du 7 février 1996 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis et le décret n° 96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante - J.O. du 18 septembre 2001.

Circulaire DGS/SD 7 n° 2001-460 du 24 septembre 2001 relative à la mise en œuvre des dispositions réglementaires relatives aux diagnostics des flocages, calorifugeages et faux plafond contenant de l'amiante prévues par le décret n° 96-97 modifié du 7 février 1996 - Non parue au J.O.

Arrêté du 28 septembre 2001 modifiant la liste des établissements de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante - J.O. du 21 octobre 2001.

Décret n° 2001-963 du 23 octobre 2001 relatif au fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante institué par l'article 53 de la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 - J.O. du 24 octobre 2001.

Arrêté du 3 décembre 2001 modifiant l'arrêté du 29 mars 1999 fixant en application de l'article 41 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1999 la liste des maladies professionnelles liées à l'amiante susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité à l'âge de cinquante ans - J.O. du 7 décembre 2001.

Arrêté du 24 décembre 2001 portant agrément d'organismes habilités à procéder aux mesures de la concentration en poussières d'amiante des immeubles bâtis- J.O. du 19 janvier 2002.

Décret n° 2001-1316 du 27 décembre 2001 modifiant le décret n° 96-1133 du 24 décembre 1996 relatif à l'interdiction de l'amiante, pris en application du code du travail et du code de la consommation - J.O. du 29 décembre 2001.

Arrêté du 2 janvier 2002 relatif au repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition en application de l'article 10-4 du décret n° 96-97 du 7 février 1996 modifié - J.O. du 2 février 2002.

Arrêté du 21 janvier 2002 portant agrément d'organismes habilités à procéder aux contrôles de la concentration des poussières d'amiante dans l'atmosphère des lieux de travail - J.O. du 9 février 2002.

Arrêté du 28 mars 2002 modifiant la liste des ports susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante en faveur des ouvriers dockers professionnels - J.O. du 18 avril 2002.

Avis du Comité économique et social sur la "proposition de directive du Parlement européen et du Conseil portant modification de la directive 83/477/CEE concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition à l'amiante pendant le travail" - J.O.C.E. du 18 avril 2002.

Arrêté du 24 avril 2002 modifiant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante - J.O. du 5 mai 2002.

Arrêté du 24 avril 2002 modifiant la liste des établissements susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante - J.O. du 5 mai 2002.

Arrêté du 30 avril 2002 modifiant la liste des ports susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante en faveur des ouvriers dockers professionnels et personnels portuaires assurant la manutention- J.O. du 4 mai 2002.

Décret n° 2002-839 du 3 mai 2002 modifiant le décret n° 96-97 du 7 février 1996 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis - J.O. du 5 mai 2002.

Arrêté du 5 mai 2002 fixant la liste des maladies dont le constat vaut justification de l'exposition à l'amiante au regard des dispositions de l'article 53 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2001 instituant le fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante- J.O. du 5 mai 2002.

Circulaire DSS/2 C n° 2002-369 du 27 juin 2002 relative aux modifications apportées par la loi de financement de la sécurité sociale pour 2002 (n° 2001-1246 du 21 décembre 2001) au dispositif de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante – Non parue au J.O.

Arrêté du 12 août 2002 modifiant la liste des établissements susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante - J.O. du 29 août 2002.

Arrêté du 12 août 2002 modifiant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante - J.O. du 29 août 2002.

Arrêté du 22 août 2002 relatif aux consignes générales de sécurité du dossier technique "amiante", au contenu de la fiche récapitulative et aux modalités

d'établissement du repérage, pris pour l'application de l'article 10.3 du décret n° 96-97 du 7 février 1996 modifié - J.O. du 19 septembre 2002.

Décret n° 2002-1272 du 18 octobre 2002 modifiant le décret du 17 juin 1938 relatif à la réorganisation et à l'unification du régime d'assurance des marins (titre VII : dispositions diverses - J.O. du 20 octobre 2002.

Arrêté du 18 octobre 2002 fixant, en application de l'article 66 du décret du 17 juin 1938 relatif à la réorganisation et à l'unification du régime d'assurance des marins, la liste des maladies professionnelles liées à l'amiantes susceptible d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité à l'âge de cinquante ans - J.O. du 20 octobre 2002.

Arrêté du 2 décembre 2002 relatif à l'exercice de l'activité et à la formation des contrôleurs techniques et techniciens de la construction effectuant des missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiantes en application du décret n° 96-97 du 7 février 1996 modifié - J.O. du 6 décembre 2002.

Arrêté du 23 décembre 2002 portant agrément d'organismes habilités à procéder aux mesures de la concentration en poussières d'amiantes des immeubles bâtis - J.O. du 28 décembre 2002.

Décret n° 2002-1528 du 24 décembre 2002 modifiant le décret n° 96-1133 du 24 décembre 1996 relatif à l'interdiction de l'amiantes et le décret n° 96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiantes - J.O. du 28 décembre 2002.

Arrêté du 30 décembre 2002 relatif au stockage de déchets dangereux - J.O. du 16 avril 2003.

Arrêté du 31 décembre 2002 portant agrément d'organismes habilités à procéder aux contrôles de la concentration en poussières d'amiantes dans l'atmosphère des lieux de travail - J.O. du 22 janvier 2003.

Arrêté du 24 janvier 2003 modifiant l'arrêté du 23 décembre 2002 portant agrément d'organismes habilités à procéder aux mesures de la concentration en poussières d'amiantes des immeubles bâtis - J.O. du 5 février 2003, p. 2201.

Arrêté du 5 février 2003 modifiant l'arrêté du 23 décembre 2002 modifié portant agrément d'organismes habilités à procéder aux mesures de la concentration en poussières d'amiantes des immeubles bâtis - J.O. du 19 février 2003, p. 2982.

Arrêté du 6 mars 2003 relatif aux compétences des organismes procédant à l'identification d'amiantes dans les matériaux et produits - J.O. du 19 mars 2003, p. 4850.

Arrêté du 11 mars 2003 modifiant l'arrêté du 23 décembre 2002 modifié portant agrément d'organismes habilités à procéder aux mesures de la concentration en poussières d'amiantes des immeubles bâtis - J.O. du 19 mars 2003, p. 4851.

Arrêté du 25 mars 2003 modifiant la liste des établissements susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiantes - J.O. du 11 avril 2003, pp. 6394-6395.

Arrêté du 25 mars 2003 modifiant la liste des établissements de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité de l'amiantes - J.O. du 16 avril 2003, pp. 6730-6732.

Directive 2003/18/CE du Parlement Européen et du Conseil du 27 mars 2003 modifiant la directive 83/477/CEE du Conseil concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition à l'amiante pendant le travail – J.O.U.E. n° L.97 du 15 avril 2003, p. 48-52.

Arrêté du 10 avril 2003 modifiant l'arrêté du 23 décembre 2002 modifié portant agrément d'organismes habilités à procéder aux mesures de la concentration en poussières d'amiante des immeubles bâtis - J.O. du 19 avril 2003, p. 7019.

Arrêté du 6 mai 2003 fixant en application de l'article 41 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1999 la liste des maladies professionnelles susceptibles d'ouvrir droit aux salariés agricoles à l'allocation de cessation anticipée d'activité à l'âge de cinquante ans- J.O. du 27 mai 2003, p. 9032.

Décret n° 2003-462 du 21 mai 2003 relatif aux dispositions réglementaires des parties I, II et III du code de la santé publique – J.O. du 27 mai 2003, pp. 9039-9043.

Arrêté du 30 juin 2003 modifiant la liste des établissements de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante - J.O. du 10 juillet 2003, p. 11697.

Arrêté du 30 juin 2003 modifiant la liste des établissements susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante - J.O. du 10 juillet 2003, p. 11698.

Décret n° 2003-608 du 2 juillet 2003 modifiant le décret n° 99-247 du 29 mars 1999 relatif à l'allocation de cessation anticipée d'activité prévue à l'article 41 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1999 - J.O. du 4 juillet 2003, p. 11320.

Décret n° 2003-608 du 2 juillet 2003 portant modification du décret n° 99-247 du 29 mars 1999 relatif à l'allocation de cessation anticipée d'activité prévue à l'article 41 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1999 (rectificatif) - J.O. du 9 août 2003, p.13582.

Arrêté du 14 août 2003 fixant les modèles de formulaires relatifs à la demande d'allocation des travailleurs de l'amiante – J.O. du 4 septembre 2003, p. 15170.

Arrêté du 25 septembre 2003 relatif à la liste des professions et des établissements ou parties d'établissements permettant l'attribution d'une allocation spécifique de cessation anticipée d'activité à certains ouvriers de l'Etat du ministère de la défense - J.O. du 18 octobre 2003, pp. 17752-17756.

Arrêté du 14 octobre 2003 modifiant la liste des ports susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante en faveur des ouvriers dockers professionnels et personnels portuaires assurant la manutention- J.O. du 10 décembre 2003, p.21017.

Arrêté du 24 novembre 2003 fixant pour 2003 le montant de la contribution de la mutualité sociale agricole au fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante - J.O. du 23 décembre 2003, p.21986.

Circulaire UHC/QC1/24 n° 2003-73 et DGS/SD7 C n° 2003-589 du 10 décembre 2003 relative à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis. Non parue au J.O.

Arrêté du 23 décembre 2003 portant agrément d'organismes habilités à procéder aux mesures de la concentration en poussières d'amiante des immeubles bâtis - J.O. du 31 décembre 2003, p. 22832.

Arrêté du 26 décembre 2003 portant agrément d'organismes habilités à procéder aux contrôles de la concentration des poussières d'amiante dans l'atmosphère des lieux de travail - J.O. du 15 janvier 2004, p. 1127.

Arrêté du 6 février 2004 modifiant la liste des établissements susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante - J.O. du 3 mars 2004, p. 4274.

Arrêté du 7 mai 2004 portant extension d'avenants à la convention collective nationale des services de l'automobile et de deux accords conclus dans le cadre de ladite convention (n° 1090) - J.O. du 18 mai 2004, p. 8811.

Décret n° 2004-802 du 29 juillet 2004 relatif aux parties IV et V (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code - J.O. du 8 août 2004, pp. 14150-14155.

Arrêté du 21 septembre 2004 modifiant la liste des établissements de fabrication, flocage et calorifugeage à l'amiante susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante - J.O. du 3 octobre 2004, p. 16995-16996.

Arrêté du 21 septembre 2004 modifiant la liste des établissements de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante - J.O. du 3 octobre 2004, p. 16996-16998.

Arrêté du 25 novembre 2004 modifiant la liste des établissements de fabrication, flocage et calorifugeage à l'amiante susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante - J.O. du 30 novembre 2004, p. 20340.

Arrêté du 25 novembre 2004 modifiant la liste des ports susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante en faveur des ouvriers dockers professionnels et personnels portuaires assurant la manutention - J.O. du 30 novembre 2004, p. 20340-20341.

Arrêté du 23 décembre 2004 portant agrément d'organismes habilités à procéder aux mesures de la concentration en poussières d'amiante des immeubles bâtis - J.O. du 31 décembre 2004, p. 22603.

Arrêté du 3 février 2005 modifiant les arrêtés du 29 mars 1999 modifié et du 6 mai 2003 fixant, en application de l'article 41 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1999, la liste des maladies professionnelles liées à l'amiante susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité à l'âge de cinquante ans - J.O. du 17 février 2005, p. 2669.

Circulaire UHC/QC2 n° 2005-18 du 22 février 2005 relative à l'élimination des déchets d'amiante liés à des matériaux inertes. Non parue au J.O. Bulletin Officiel 2005-6 du 10 avril 2005.

Arrêté du 23 février 2005 modifiant l'arrêté du 23 décembre 2004 portant agrément d'organismes habilités à procéder aux mesures de la concentration en poussières d'amiante des immeubles bâtis - J.O. du 12 mars 2005, p. 4257.

Arrêté du 25 mars 2005 modifiant la liste des établissements de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante - J.O. du 31 mars 2005, p. 5801.

Arrêté du 25 mars 2005 modifiant la liste des établissements de fabrication, flocage et calorifugeage à l'amiante susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante - J.O. du 7 avril 2005, p. 6263.

Arrêté du 6 avril 2005 modifiant l'arrêté du 23 décembre 2004 modifié portant agrément d'organismes habilités à procéder aux mesures de la concentration en poussières d'amiante des immeubles bâtis - J.O. du 21 avril 2005, p. 6991.

Arrêté du 25 avril 2005 modifiant l'arrêté du 14 mai 1996 relatif aux règles techniques et de qualification que doivent respecter les entreprises effectuant des activités de confinement et de retrait d'amiante - J.O. du 10 mai 2005, p. 8050-8051.

Arrêté du 25 avril 2005 relatif à la formation à la prévention des risques liés à l'amiante - J.O. du 26 mai 2005, p. 9077-9079.

Décret n° 2005-417 du 2 mai 2005 relatif à la contribution des entreprises prévue à l'article 47 de la loi n° 2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 - J.O. du 5 mai 2005, p. 7838-7839.

Arrêté du 28 juillet 2005 relatif à la collecte et à la transmission des informations nécessaires pour le suivi de l'application de la réglementation relative à l'amiante dans les établissements de santé, sociaux et médico-sociaux - J.O. du 6 août 2005, p. 12901.

Circulaire n° 56/2005 du 16 mai 2005 relative à la nouvelle contribution des entreprises au profit du FCAATA. Non publiée.

Lettre circulaire ACOSS n° 2005-114 du 3 août 2005 relative à la contribution des entreprises au FCAATA. Non publiée.